

Unité départementale de l'Ain  
23 rue Bourgmayer  
01012 BOURG-EN-BRESSE

Lyon, le 13 août 2024

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 17/07/2024

### **Contexte et constats**

Publié sur 

#### **CARREFOUR SUPPLY CHAIN**

ALLEE DES CEDRES  
01150 SAINT-VULBAS

Références : 20240717-RAP-S2-24-061  
Code AIOT : 0010100232

#### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 17 juillet 2024 dans l'établissement CARREFOUR SUPPLY CHAIN implanté Allée des Cèdres à Saint-Vulbas.

L'inspection a été annoncée le 14 juin 2024.

Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet <https://www.georisques.gouv.fr>.

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- CARREFOUR SUPPLY CHAIN
- Allée des Cèdres 01150 Saint-Vulbas
- Code AIOT : 0010100232
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Seveso seuil bas
- IED : Non

La société CARREFOUR SUPPLY CHAIN exploite une plateforme logistique d'approvisionnement pour les enseignes du groupe CARREFOUR sur la commune de Saint-Vulbas. Les produits stockés sont des produits de grande distribution (alimentaire, épicerie, produits ménagers...) à l'exclusion des produits frais alimentaires, surgelés, alcools, hygiène corporelle (DPH).

L'entrepôt a été autorisé initialement par un arrêté préfectoral du 2 août 2006 pour 9 cellules. Par arrêté préfectoral du 17 décembre 2014 complété par l'arrêté préfectoral du 2 mai 2019, le site a été autorisé à exploiter deux nouvelles cellules et à stocker des produits dangereux pour l'environnement (toxiques pour les organismes aquatiques) dans des quantités supérieures au seuil Seveso seuil bas ainsi que des produits inflammables.

Le site est donc maintenant composé de 11 cellules, dont une cellule de produits dangereux (aérosols et liquides inflammables). L'ensemble de l'entrepôt a été construit en trois phases:

- cellules n°3, 4 et 5 en 2006,
- cellules n°1, 2, 6, 7, 8, 9 en 2011,
- cellules n°0 et 10 en 2015.

Actuellement, l'entrepôt représente une surface d'environ 62 000 m<sup>2</sup> pour une hauteur de 12 m au faîtage.

Une voie ferrée est également présente sur le site. Cette dernière a été utilisée pour la dernière fois en 2008. L'exploitant ne l'a pas démantelée dans le cas où le gestionnaire de la voie ferrée souhaite de nouveau l'utiliser.

Carrefour Supply Chain est locataire de l'entrepôt, qui appartient à Parcolog. Néanmoins, Carrefour Supply Chain est bien le porteur de l'autorisation.

La présente inspection s'est focalisée sur le Plan d'Organisation Interne (POI), document obligatoire pour les installations classées SEVESO seuil bas depuis le 1er janvier 2023. En effet, l'incendie de Rouen en 2019 a eu pour conséquence de renforcer les prescriptions des textes réglementaires liés aux entrepôts, aux liquides inflammables et aux sites Seveso. Le site Carrefour Supply Chain de Saint-Vulbas est concerné par les modifications sur ces trois thématiques.

**Thèmes de l'inspection :** Action régionale 2024 : plan d'opération interne

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;

- ♦ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
- ♦ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Madame la Préfète ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ♦ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ♦ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

| N° | Point de contrôle   | Référence réglementaire  | Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup> | Proposition de délais |
|----|---|--|--|-----------------------|
| 1  | Etat des stocks   | Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article 1.4 de l'annexe II                       | Demande d'action corrective  | 6 mois                |
| 5  | Contenu du POI 1/2 – généralités                            | Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe V                                 | Demande d'action corrective  | 6 mois                |
| 6  | Contenu du POI 2/2 – Premiers prélèvements environnementaux | Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 5 – 5eme alinéa et point i de l'annexe V | Demande d'action corrective  | 6 mois                |
| 7  | Lutte contre l'incendie                                     | Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 69                                       | Demande d'action corrective  | 6 mois                |
| 8  | Situation administrative – rubrique 1510                    | Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article 2  | Demande d'action corrective  | 6 mois                |
| 9  | Situation administrative – liquides inflammables            | Arrêté Ministériel du 01/06/2015, article 1  | Demande d'action corrective  | 6 mois                |

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

| N° | Point de contrôle      | Référence réglementaire                                   |
|----|------------------------|---|
| 2  | Présence d'un POI      | Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 5 – 4eme alinea |
| 3  | Test du POI            | Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 69              |
| 4  | Formation du personnel | Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 5 - 3e alinea   |

### **2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats**

Suite à l'incendie du 26 septembre 2019 de deux entrepôts à Rouen, les textes réglementaires concernant les liquides inflammables, les entrepôts et les sites Seveso ont été modifiés. Sont notamment concernées, les dispositions relatives à :

- la réalisation d'une étude des effets thermiques et la mise en œuvre des mesures de limitation de ces effets,
- la réalisation de deux états des matières stockées : l'un à destination des services de secours, le second pour le public,
- l'élaboration d'un plan de défense incendie et les moyens de lutte contre l'incendie associés,
- l'obligation d'un plan d'opération interne à tous les Seveso,
- le dimensionnement et la conception des rétentions.

L'exploitant n'a pas procédé à une analyse de sa conformité réglementaire suite à ces évolutions. Néanmoins, compte-tenu de la bonne gestion du site, un délai est accordé à l'exploitant.

### **2-4) Fiches de constats**

#### **N° 1 : Etat des stocks**

|   |
|---|
| <b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article 1.4 de l'annexe II   |
| <b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Etat des stocks  |
| <p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>L'exploitant tient à jour un état des matières stockées, y compris les matières combustibles non dangereuses ou ne relevant pas d'un classement au titre de la nomenclature des installations classées.</p> <p>Cet état des matières stockées permet de répondre aux deux objectifs suivants :</p> <ol style="list-style-type: none"> <li>1. servir aux besoins de la gestion d'un événement accidentel ; en particulier, cet état permet de connaître la nature et les quantités approximatives des substances, produits, matières ou déchets, présents au sein de chaque zone d'activités ou de stockage.</li> <li>2. répondre aux besoins d'information de la population ; un état sous format synthétique permet de fournir une information vulgarisée sur les substances, produits, matières ou déchets présents au sein de chaque zone d'activités ou de stockage.</li> </ol> <p>Un recalage périodique est effectué par un inventaire physique, au moins annuellement, le cas échéant, de manière tournante.</p> |
| <p><b>Constats :</b></p> <p>Lors de l'inspection, l'exploitant a fourni deux extractions papiers issues d'un même état des stocks informatisé :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- l'une en temps réel. Celle-ci sert à l'exploitation de l'entrepôt et détaille les stockages pour</li> </ul>  |

chaque allée des 11 cellules (rubriques ICPE, libellés et quantités),  
- l'autre laissée au poste de garde est, quant à elle, une photographie des stockages au matin (environ 7h30), mais relevée chaque jour (mentions de dangers et capacités).

L'exploitant a également présenté l'état des stocks informatisé d'où sont issues les extractions. Cet état des stocks informatisé comprend des données sur tout le site : zones de picking, de stockage, de quais, etc. En cas d'événement, cet état des stocks est accessible depuis l'extérieur du site. Il est hébergé sur deux hubs extérieurs au site.

Cet état des stocks possède une colonne fixant les seuils à ne pas dépasser. En comparant la colonne « seuil » à la colonne des quantités présentes, l'état des stocks indique que le site respecte les tonnages correspondant au classement Seveso seuil bas. Les rubriques listées sont également celles mentionnées dans l'arrêté préfectoral du 17 décembre 2014 et dans l'arrêté préfectoral complémentaire du 2 mai 2019.

Par exemple, le jour de la visite, moins de 4 tonnes de liquides inflammables sous la rubrique 4331 sont notées, contre 635 tonnes autorisées.

Aucun déchet n'est précisé dans l'état des stocks. Selon l'exploitant, les seuls déchets que génère le site sont les cartons et films plastiques provenant des palettes. Ces cartons et films plastiques sont ramassés au fur et à mesure de la journée pour être emmenés au compacteur. Les balles que génère le compacteur sont évacuées chaque jour.

Lors de la présente visite, l'inspection a constaté qu'il manquait une colonne précisant les unités des capacités de stockages (volume, tonnage, nombre de palettes, etc.) associées aux données indiquées. L'exploitant a pu rajouter immédiatement cette colonne.

Concernant un état des matières stockées permettant de servir aux besoins de la gestion d'un événement accidentel, l'inspection n'émet pas de remarque particulière. L'exploitant respecte les périodicités de mise à jour, y compris pour les matières dangereuses.

Concernant un état des matières stockées permettant de répondre aux besoins d'information de la population, l'exploitant n'a pas fourni un état sous format synthétique.

Concernant des recalages physiques, l'exploitant en réalise plusieurs types, à différentes fréquences :

- une fois par mois, un inventaire tournant est réalisé pour les zones de picking,
- deux fois par an, pour les zones de stockage des palettes entières,
- en cas de besoin si : anomalies détectées, demandes de clients ou d'autorités.

L'exploitant ne recherche pas forcément les causes d'un écart relevé compte-tenu du nombre de références de produits (environ 10 000). Mais il procède à la mise à jour des chiffres des stocks après avoir respecté une procédure de comptage. En effet, les inventaires sont réalisés par des binômes, qui sont différents à chaque comptage. Deux comptages sont réalisés sur le même inventaire :

- si les deux binômes arrivent au même écart, la procédure est terminée, et l'état des stocks est mis à jour,
- si les deux binômes arrivent à deux écarts différents, un troisième et dernier comptage est réalisé par le responsable d'inventaire.

L'exploitant respecte les fréquences de recalage périodique.

|  |
|--|
| <b>Demande de l'inspection des installations classées :</b>  |
| <b>Sous un délai de 6 mois, l'exploitant devra être capable de présenter un état des stocks compréhensible par le public en cas de sinistre (par exemple, quantités renseignées par classe de dangers : danger physique, danger pour la santé, danger pour l'environnement).</b> |
| <b>Type de suites proposées :</b> Avec suites  |
| <b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective   |
| <b>Proposition de délais :</b> 6 mois  |

#### N° 2 : Présence d'un POI

|  |
|--|
| <b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 5 – 4eme alinea   |
| <b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Présence d'un POI   |
| <b>Prescription contrôlée :</b><br>Pour les établissements seuil bas, l'élaboration d'un plan d'opération interne (POI) est obligatoire à compter du 1er janvier 2023  |
| <b>Constats :</b><br>Depuis que le site Carrefour Supply Chain est devenu seveso seuil bas, il y a eu des évolutions récentes des textes réglementaires liés aux sites Seveso. En particulier, l'arrêté ministériel du 24 septembre 2020 a introduit l'obligation d'un POI (plan d'opération interne) pour tous les Seveso seuil bas à compter du 1er janvier 2023.<br><br>Avant l'obligation d'un POI pour les Seveso seuil bas, le site dispose déjà d'un POI au titre de l'article 7.5.4 de l'arrêté préfectoral du 17/12/2014.<br><br>L'exploitant a présenté la dernière révision (n°11) du POI datée de juin 2024. Cette révision fait suite à du changement de personnel, impliquant ainsi de mettre à jour les coordonnées des intervenants de la cellule de crise.<br><br>L'exploitant est conforme sur ce point. |
| <b>Type de suites proposées :</b> Sans suite   |

#### N° 3 : Test du POI

|   |
|---|
| <b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 69   |
| <b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Test du POI  |
| <b>Prescription contrôlée :</b><br>Le plan d'opération interne est testé à des intervalles n'excédant pas trois ans et mis à jour, si nécessaire. Dans le cas où le plan d'opération interne n'a pas fait l'objet d'un test dans les trois dernières années, un exercice est organisé au plus tard le 1er septembre 2023.     |
| <b>Constats :</b><br>Au titre de l'article 7.5.4 de l'arrêté préfectoral du 17/12/2014, le POI doit être testé au moins tous les ans. L'exploitant a présenté les deux derniers exercices, en date du 06/07/2023 et 27/06/2024. Ces exercices, inopinés selon ses dires, ont été réalisés en utilisant un diffuseur de fumée. |

Sur le respect de fréquence des exercices, l'exploitant est conforme.

L'inspection constate que ces deux rapports font, chacun, l'objet d'un compte-rendu détaillé (chronologie de l'exercice, points forts, axes d'amélioration...), avec des remarques différentes. Cependant, il n'y a pas de traçage de la mise en œuvre des axes d'amélioration.

Les retours d'expérience de ces exercices sont ensuite diffusés au personnel du site via la procédure interne de communication du site : réunion en CODIR après l'exercice, puis communication générale aux équipes...

Suite à ces deux exercices, l'exploitant a indiqué à l'inspection vouloir augmenter la fréquence des exercices inopinés : soit deux à trois fois par an pour être sûr de sensibiliser l'ensemble du personnel, voire mieux le sensibiliser. En effet, parmi les points négatifs notés dans les comptes-rendus, certains démontrent un relâchement des pratiques :

- personnel resté en pause café, ou aux toilettes, malgré l'alarme sonore,
- aucun équipier de première intervention (EPI) n'a répondu à l'appel micro pour réaliser la levée de doute. Selon le POI de l'exploitant, avant de procéder à l'évacuation générale du site, une levée de doute est réalisée dans la cellule incriminée, seule à avoir été évacuée. La levée de doute est effectuée par des EPI qui sont appelés par un chef d'équipe. Les personnes formées et qualifiées d'EPI les plus proches d'une zone incriminée, sont censées se rendre d'abord auprès du chef d'équipe. Ces EPI ne sont pas dédiés à une cellule déterminée, et sont donc amenés à agir sur l'ensemble de l'entrepôt.

L'inspection n'émet pas de remarque particulière sur l'augmentation de fréquence des exercices inopinés.

**Pour les prochains exercices POI, l'exploitant s'organisera pour réaliser un suivi des actions correctives (papier ou informatique), comprenant par exemple la date de réalisation l'action, la personne en charge, la référence de la procédure qui en découle le cas échéant, etc.**

**Type de suites proposées :** Sans suite

#### N° 4 : Formation du personnel

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 5 - 3e alinea

**Thème(s) :** Risques accidentels, Formation

**Prescription contrôlée :**

Les différents opérateurs et intervenants dans l'établissement, y compris le personnel des entreprises extérieures, reçoivent une formation sur les risques des installations, la conduite à tenir en cas d'incident ou d'accident et, s'ils y contribuent, sur la mise en œuvre des moyens d'intervention. Des personnes désignées par l'exploitant sont entraînées à la manœuvre des moyens de secours.

**Constats :**

Le poste de garde est assuré par une société extérieure. Néanmoins, lors de l'arrivée d'un nouvel agent, ce dernier est en tuilage avec le chef de poste pendant 2 à 3 jours.

Quant au nouveau personnel du site, à son arrivée, il suit une semaine de formation, dont une journée est dédiée à la sécurité et à l'environnement des lieux.

Les intérimaires ne sont pas censés manipuler les moyens de lutte contre l'incendie, mais seulement percuter un déclenchement manuel et évacuer. L'exploitant a présenté un kit

comportant de l'équipement de sécurité et des fiches de bonnes pratiques que reçoivent les intérimaires.

Le personnel des entreprises extérieures, ainsi que les chauffeurs de poids lourds ne sont pas amenés à intervenir sur site en cas d'événement.

L'exploitant a présenté un outil de suivi informatisé de l'ensemble des formations existantes sur le site, et ce pour tout le personnel. Par sondage via la formation « sensibilisation incendie » qui consiste en la manipulation d'extincteurs et de RIA, l'inspection a vérifié l'existence d'une fréquence de formation sur cinq personnes :

- le directeur du site, qui a notamment le rôle de DOI en cas d'événement : formation réalisée en 2015 puis 2019 ;
- le responsable « actif maintenance environnement sécurité » : formation réalisée en 2015, 2019 et 2020 (en distanciel, car période covid) ;
- un cariste : formation réalisée en 2013, 2016, 2021 et 2024 ;
- une administrative : formation réalisée en 2013, 2016, 2020 ;
- une personne travaillant dans la zone « emballages » : formation réalisée en 2018, 2021 et 2024.

Selon le POI, un tiers du personnel identifié « EPI » suit cette formation « sensibilisation incendie » chaque année, pour qu'au bout de trois ans, l'ensemble du personnel identifié « EPI » ait été formé. Bien que le personnel continue d'être formé, la fréquence de trois ans à la formation « sensibilisation incendie » n'est plus respectée depuis 2019.

L'inspection a également vu un fichier présentant les personnes devant être formées en 2024. Les personnes n'ayant pas été présentes à une première session le 12 avril 2024 sont déjà enregistrées pour une seconde session le 3 septembre 2024.

**L'exploitant respecte ses obligations réglementaires quant à la formation du personnel. Néanmoins, l'exploitant se positionnera sur une fréquence pérenne de la formation « sensibilisation incendie ». Cette fréquence peut être mentionnée dans le POI.**

**Type de suites proposées :** Sans suite

#### N° 5 : Contenu du POI 1/2 – généralités

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe V

**Thème(s) :** Risques accidentels, Contenu d'un POI

**Prescription contrôlée :**

DONNÉES ET INFORMATIONS DEVANT FIGURER DANS LE PLAN D'OPÉRATION INTERNE, OU DANS SA MISE À JOUR POSTÉRIEURE AU 31 DÉCEMBRE 2021

- a) Nom ou fonction des personnes habilitées à déclencher des procédures d'urgence et de la personne responsable des mesures d'atténuation sur le site et de leur coordination ;
- b) Nom ou fonction du responsable des liaisons avec l'autorité responsable du plan particulier d'intervention ;
- c) Pour chaque situation ou événement prévisible qui pourrait jouer un rôle déterminant dans le déclenchement d'un accident majeur, description des mesures à prendre pour maîtriser cette situation ou cet événement et pour en limiter les conséquences, cette description devant s'étendre à l'équipement de sécurité et aux ressources disponibles ;
- d) Mesures visant à limiter les risques pour les personnes se trouvant sur le site, y compris système d'alerte et conduite à tenir lors du déclenchement de l'alerte ;
- e) Dispositions prises pour que, en cas d'incident, l'autorité responsable du déclenchement du plan particulier d'intervention soit informée rapidement, type d'informations à fournir



immédiatement et mesures concernant la communication d'informations plus détaillées au fur et à mesure qu'elles deviennent disponibles ;

f) Dispositions visant, en situation d'urgence, à guider les services d'urgence externes sur le site et à mettre à leur disposition les informations facilitant l'efficacité de leur intervention ;

g) Au besoin, dispositions prises pour former le personnel aux tâches dont il sera censé s'acquitter et, le cas échéant, coordonner cette action avec les services d'urgence externes ;

h) Dispositions visant à soutenir les mesures d'atténuation prises hors site ;

[...]

j) Moyens et méthodes prévus, en ce qui concerne l'exploitant, pour la remise en état et le nettoyage de l'environnement après un accident majeur comme indiqué à l'article 5 de l'arrêté ministériel du 26 mai 2014.

#### **Constats :**

Le terme ESI (équipiers de seconde intervention) est cité dans le POI, mais sans être positionné dans les schémas d'alerte. Selon les dires de l'exploitant, il n'y a plus de ESI sur le site. **Lors d'une prochaine révision du POI, le terme ESI sera à supprimer.**

a/ Les noms et fonctions de chaque protagoniste du POI sont identifiés dans le document. En cas d'absence d'une personne dédiée dans une des fonctions principales (DOI, logistique, exploitation...), un suppléant est également désigné.

b/ Le site étant Seveso seuil bas, il ne fait pas l'objet d'un PPI (plan particulier d'intervention). Dans ce cas, le POI n'a pas besoin de contenir le nom ou la fonction de la personne qui devra faire le lien avec l'autorité responsable du PPI que ce soit en heures ouvrées comme en heures non ouvrées.

f/ En cas d'événement, l'exploitant doit être joignable à tout moment pour répondre au besoin des services de secours, de l'inspection des installations classées. C'est pourquoi, l'exploitant doit préciser un numéro de téléphone dans le POI (différent du numéro « service presse Carrefour » indiqué dans le POI).

Or, le numéro de téléphone mentionné dans le POI, notamment en page de garde et au schéma « alerte pompiers » en page 15, est le même que le numéro standard disponible sur internet. En appelant ce numéro pour planifier une visite, l'inspection n'a jamais eu de contact.

**L'exploitant devra mettre à jour son POI en mentionnant un numéro joignable à tout moment en cas de sinistre à l'attention des services de secours et de l'inspection des installations classées.**

Par ailleurs, dans la fiche réflexe du DOI, le POI précise qu'aucun communiqué de presse ne doit être émis à partir du site, mais via le service « Carrefour communication ».

Sur ce point, l'inspection rappelle à l'exploitant qu'en cas d'événement, l'inspection des installations classées ne peut ni se contenter ni attendre un communiqué de « Carrefour communication ». Un contact direct avec l'exploitant sera nécessaire.

#### **Demande de l'inspection des installations classées :**

**Sous un délai de 6 mois, l'exploitant mettra un plan général du site avec la localisation des risques (a minima les principaux risques) au poste de garde.**

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande d'action corrective

**Proposition de délais :** 6 mois

|   |
|---|
| <b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 5 – 5eme alinéa et point i de l'annexe V   |
| <b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Contenu du POI   |
| <p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p><i>Article 5 de l'arrêté ministériel du 26 mai 2014 :</i></p> <p>Pour les établissements visés par l'article L. 515-32 du Code de l'environnement, le plan d'opération interne comprend notamment :</p> <ul style="list-style-type: none"><li>- les dispositions permettant de mener les premiers prélèvements environnementaux, à l'intérieur et à l'extérieur du site, lorsque les conditions d'accès aux milieux le permettent. Le plan d'opération interne précise :</li><li>- les substances recherchées dans les différents milieux et les raisons pour lesquelles ces substances et ces milieux ont été choisis ;</li><li>- les équipements de prélèvement à mobiliser, par substance et milieux ;</li><li>- les personnels compétents ou organismes habilités à mettre en œuvre ces équipements et à analyser les prélèvements selon des protocoles adaptés aux substances à rechercher.</li></ul> <p>L'exploitant justifie de la disponibilité des personnels ou organismes et des équipements dans des délais adéquats en cas de nécessité. Les équipements peuvent être mutualisés entre plusieurs établissements sous réserve que des conventions le prévoyant explicitement, tenues à disposition de l'inspection des installations classées, soient établies à cet effet et que leur mise en œuvre soit compatible avec les cinétiques de développement des phénomènes dangereux. Dans le cas de prestations externes, les contrats correspondants le prévoyant explicitement sont tenus à disposition de l'inspection des installations classées ;</p> <ul style="list-style-type: none"><li>- les moyens et méthodes prévus, en ce qui concerne l'exploitant, pour la remise en état et le nettoyage de l'environnement après un accident majeur.</li></ul> <p><i>Point i de l'annexe V de l'arrêté ministériel du 26 mai 2014 :</i></p> <p>i) Dispositions permettant de mener les premiers prélèvements environnementaux, dont les méthodes de prélèvement appropriées, et les analyses comme indiqué à l'article 5 de l'arrêté ministériel du 26 mai 2014, et portant sur les substances toxiques, les types de produits de décomposition mentionnés au I de l'annexe III et, le cas échéant, pour les installations relevant du L. 515-36 du Code de l'environnement, les substances générant des incommodités fortes sur de grandes distances.</p> |
| <p><b>Constats :</b></p> <p>De récentes évolutions des textes réglementaires, dont notamment l'arrêté ministériel du 26 mai 2014, impose à tous les sites Seveso (bas et haut) de mettre en place en cas d'accident des premiers prélèvements environnementaux, et ce quelle que soit l'heure. En effet, le POI doit comprendre les dispositions permettant de réaliser les premiers prélèvements environnementaux, de justifier les substances recherchées et de la pertinence des méthodes utilisées. Il doit aussi préciser les moyens et méthodes prévues pour le nettoyage et la remise en état.</p> <p>Le POI actuel de l'exploitant ne contient pas de données sur les premiers prélèvements environnementaux.</p> <p>L'exploitant devra intégrer dans son POI une procédure pour ces prélèvements environnementaux :</p> <ul style="list-style-type: none"><li>- en <b>heures non ouvrées</b>, même s'il n'y a pas de personnel,</li><li>- et en heures ouvrées.</li></ul> <p>Par ailleurs, pour les premiers prélèvements environnementaux, l'exploitant peut s'appuyer sur un</p>   |

|  |
|--|
| <p>guide méthodologique professionnel reconnu par le ministre chargé des installations classées. Il s'agit du guide professionnel relatif aux produits de décomposition dans le stockage et la logistique (Version n°1-31-10-2022), qui précise les conditions de mise en œuvre de cette obligation et, le cas échéant, de ses conséquences sur le POI. Les produits de décomposition sont hiérarchisés en fonction des quantités susceptibles d'être libérées et de leur toxicité, y compris environnementale.</p> <p>Le site étant Seveso seuil bas, il n'est pas soumis à un réexamen quinquennal de l'étude de dangers (EDD). Néanmoins, lorsque cette EDD nécessitera une mise à jour (par exemple, suite à l'ajout d'une cellule), elle devra mentionner les types de produits de décomposition susceptibles d'être émis en cas d'incendie important, incluant le cas échéant les contributions imputables aux conditions et aux lieux de stockage (contenants, bâtiments, etc.).</p> <p>Pour mémoire, l'élaboration du POI est réalisée en se basant sur l'étude de dangers. Aucun phénomène dangereux ne doit être écarté pour des raisons de probabilité d'occurrence faible.</p> |
| <p><b>Demande de l'inspection des installations classées :</b></p> <p><b>Sous un délai de 6 mois, l'exploitant devra intégrer dans son POI une procédure pour les premiers prélèvements environnementaux en <u>heures non ouvrées</u> et en heures ouvrées.</b></p>  |
| <p><b>Type de suites proposées :</b> Avec suites</p>   |
| <p><b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective</p>  |
| <p><b>Proposition de délais :</b> 6 mois</p>   |

#### N° 7 : Lutte contre l'incendie

|   |
|---|
| <p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 69</p>  |
| <p><b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Moyens d'intervention prévus</p>  |
| <p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Les équipements et moyens de lutte contre l'incendie sont maintenus en bon état, repérés, opérationnels et facilement accessibles en toute circonstance.</p>  |
| <p><b>Constats :</b></p> <p>L'inspection a constaté que les moyens de lutte contre l'incendie sont contrôlés périodiquement. Leurs contrôles sont bien reportés dans le registre de sécurité.</p> <p>Une porte coupe-feu a été testée pendant l'inspection. Celle-ci s'est correctement fermée.</p> <p>Par sondage, il n'y a que dans la zone de charge que l'inspection a constaté des points à corriger sur les moyens de lutte contre l'incendie :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- la rotation d'un RIA (robinet d'incendie armée) est gênée par la présence d'une tablette qui servait pour poser du gel hydroalcoolique pendant les périodes de crises sanitaires de 2020 à 2021. L'exploitant a indiqué que cette tablette n'avait plus d'utilité et pouvait être retirée. <b>Sous un délai de 6 mois, l'exploitant transmettra une photo justifiant cette correction ;</b></li> <li>- au même niveau que le RIA susvisé, un extincteur a été déplacé de l'autre côté de son pilier de localisation, sans que sa signalétique ait été déplacée. <b>Au plus tard, lors du prochain contrôle périodique des extincteurs, cette signalétique sera remplacée correctement ;</b></li> <li>- les RIA sont équipés de deux vannes : l'une constamment en position ouverte et la seconde (la plus en aval de la tuyauterie du RIA) en position fermée. Un RIA côté Nord avait ces deux vannes fermées. <b>Si le personnel formé à la manipulation des RIA n'a pas l'habitude, voire la connaissance de l'existence de ces deux vannes, l'exploitant s'organise pour vérifier le positionnement.</b></li> </ul> |

|   |
|---|
| <b>Demande de l'inspection des installations classées :</b>   |
| <b>L'exploitant procédera aux actions correctives mentionnées ci-dessus dans les délais indiqués.</b> |
| <b>Type de suites proposées :</b> Avec suites   |
| <b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective  |
| <b>Proposition de délais :</b> 6 mois   |

**N° 8 : Situation administrative – rubrique 1510**

|   |
|---|
| <b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article 2  |
| <b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Situation administrative   |
| <p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Les installations pour lesquelles le dépôt du dossier est antérieur au 1er juillet 2017, sont considérées comme existantes si le pétitionnaire en fait la demande au préfet.</p> <p>Pour les installations existantes, les annexes IV, V et VI définissent les prescriptions applicables en lieu et place des dispositions correspondantes de l'annexe II.</p>  |
| <p><b>Constats :</b></p> <p>Avant la modification des seuils de la rubrique n°1510 de la nomenclature des ICPE (installations classées pour la protection de l'environnement) en 2020, le site était soumis au régime de l'autorisation. Depuis, le site a basculé au régime de l'enregistrement au titre de la rubrique 1510. L'exploitant a d'ailleurs transmis un courrier en décembre 2021 pour se positionner sur le nouveau périmètre 1510.</p> <p>Les cellules ayant été construites entre 2006 et 2015, elles sont maintenant soumises aux annexes suivantes de l'arrêté ministériel du 11 avril 2017 :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• annexe IV, point 2 (les dispositions de l'annexe II sont toutes applicables avec des conditions particulières d'application précisées dans le tableau de l'annexe IV),</li> <li>• annexe VII, point 1. Cette annexe s'applique au site, car son régime a basculé de par un changement de réglementation. Cette annexe se corrèle avec l'annexe IV pour un entrepôt existant construit dans les règles de l'art,</li> <li>• annexe VIII, applicable à tout l'entrepôt.</li> </ul> <p>A priori, l'exploitant n'a pas réalisé une analyse de sa conformité réglementaire suite aux modifications apportées à l'arrêté ministériel du 11 avril 2017. Cette analyse sera à réaliser sous un délai de 6 mois. Notamment, pour l'étude des flux thermiques demandées à l'annexe 8, s'il n'existe pas d'étude avec les 11 cellules de stockage pour le site de Saint-Vulbas, cette étude des flux thermiques sera à réaliser sous un délai de 6 mois. En cas de dépassement des flux thermiques de 8 kW/m<sup>2</sup>, l'exploitant devra prendre des mesures pour réduire ces flux de 8 kW/m<sup>2</sup>.</p> |
| <b>Demande de l'inspection des installations classées :</b>   |
| <b>Sous un délai de 6 mois, l'exploitant procède à une analyse de sa conformité réglementaire suite aux modifications apportées à l'arrêté ministériel du 11 avril 2017.</b>  |
| <b>Type de suites proposées :</b> Avec suites   |
| <b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective  |
| <b>Proposition de délais :</b> 6 mois   |

**N° 9 : Situation administrative – liquides inflammables**

|  |
|--|
| <b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 01/06/2015, article 1   |
| <b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Situation administrative  |
| <b>Prescription contrôlée :</b><br>Sont soumises au présent arrêté, les installations relevant du régime de l'enregistrement au titre de l'une au moins des rubriques 4331 ou 4734 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement.<br>Pour l'application du présent arrêté, une installation existante est une installation soumise à enregistrement au titre de l'une au moins des rubriques 4331 ou 4734 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement, déclarée ou autorisée jusqu'au 31 mai 2015.   |
| <b>Constats :</b><br>Initialement, au moment de la modification des rubriques 1000 en 4000, par courrier du 31 mai 2016, l'exploitant demandait un bénéfice des droits acquis pour plusieurs rubriques, dont la 4331 (anciennement 1432, pour environ 335 tonnes). Plus tard, le site a été autorisé à stocker 637 tonnes de liquides inflammables sous la rubrique 4331 (régime de l'enregistrement) et 515 tonnes sous la rubrique 4734 (régime de l'enregistrement).<br>L'arrêté ministériel du 1 <sup>er</sup> juin 2015 relatif aux liquides inflammables (rubriques 4331 et 4734) soumis à enregistrement, auquel est également soumis le site, a été modifié par l'arrêté ministériel du 22 septembre 2021. Ce texte renforce les dispositions relatives aux stockages de liquides inflammables en récipients mobiles et la sécurité des installations existantes.<br>A priori, l'exploitant n'a pas réalisé une analyse de sa conformité réglementaire suite aux modifications apportées à l'arrêté ministériel du 1 <sup>er</sup> juin 2015. Cette analyse sera à réaliser sous un délai de 6 mois. |
| <b>Demande de l'inspection des installations classées :</b><br><br><b>Sous un délai de 6 mois, l'exploitant procédera à son analyse réglementaire vis-à-vis des nouvelles exigences liées aux liquides inflammables.</b>   |
| <b>Type de suites proposées :</b> Avec suites  |
| <b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective   |
| <b>Proposition de délais :</b> 6 mois  |